

La Turquie, « nouvelle frontière » de l'Europe (2/2)

vendredi 25 décembre 2009, par [Raphaël Métais](#)

Pour la Turquie, la perspective d'adhésion doit rester crédible. Contrairement à une idée reçue, la question de l'adhésion à l'Union n'occupe pas une place centrale sur l'agenda politique turc. La Turquie fait face à de nombreux problèmes importants qui exigent, pour être résolus, qu'elle se modernise et se démocratise. La perspective d'adhésion se présente dans ce cadre comme une incitation efficace aux réformes. La tendance actuelle est donc particulièrement problématique pour la modernisation du pays.

Relations gréco-turques

Du côté d'Ankara, les relations avec la Grèce constituent un problème bilatéral qu'il faut régler par des solutions négociées. La question chypriote a bien évidemment des incidences sur l'adhésion puisqu'à la suite du refus d'Ankara d'étendre l'Union douanière établie avec l'UE en 1996 aux ports et aéroports chypriotes grecs, la Commission a bloqué les négociations d'adhésion sur 7 chapitres de l'acquis communautaire. Toutefois, Ankara ne peut inscrire prioritairement cette question dans le cadre des pourparlers d'adhésion. Chypre demeure en effet l'une des dernières questions où les militaires turcs sont en position de force par rapport au gouvernement civil. Or depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la Justice et du développement, que l'on peut approximativement qualifier de « démocrate-conservateur ») en 2002, on a assisté au retrait graduel des militaires de la scène politique. Ce retrait a été imposé à l'armée, qui, historiquement, a toujours joué un rôle central dans les affaires politiques. Pacifier les relations avec le voisin grec implique de ce fait pour la Turquie de résoudre un autre problème, celui de l'opposition interne entre le gouvernement civil et les militaires.

L'opposition entre les laïques et les démocrates-conservateurs

Les relations difficiles entre le gouvernement civil actuel de l'AKP et les représentants de l'« Etat profond », au premier rang desquels figure l'armée, constituent un véritable frein à la démocratisation du pays.

En 2007, le gouvernement AKP s'est publiquement offusqué d'un ultimatum publié par l'armée (méthode du coup d'Etat « post-moderne » qui avait conduit à la démission du gouvernement Erbakan en 1997) avant de procéder à la dissolution de la Grande assemblée (l'unique chambre du Parlement turc) et de remporter haut la main (47%) les élections de juillet. En 2008, l'AKP a résisté à une tentative de dissolution présentée par le parquet devant la Cour constitutionnelle, pratique courante jusqu'alors en Turquie. Ces crises mettent en lumière l'opposition structurante du paysage politique turc entre le camp laïque et celui des « démocrates-conservateurs » de l'AKP. Ce clivage idéologique se cristallise sur divers débats de société.

En 2008, la question du voile à l'université a connu de nouveaux rebondissements. Le gouvernement AKP a en effet tenté de lever l'interdiction que pesait jusque-là sur les jeunes filles désirant se couvrir dans l'enceinte des universités. A l'issue d'un intense débat, une solution intermédiaire a été adoptée. Plutôt que de passer par la voie législative, la décision d'autoriser le port du voile dans les universités a été confiée aux recteurs d'université. C'est ce qui autorise aujourd'hui certaines universités, telles que l'Université Bilgi à Istanbul, à accepter les jeunes filles portant le voile islamique. Si le fait de défendre le port du voile peut renvoyer à une position idéologiquement conservatrice (cas de l'AKP), il demeure que

l'université Bilgi est généralement considérée comme une institution progressiste. L'autorisation du port du voile s'oppose en effet un autre conservatisme, celui des « kémalistes », héritiers et gardiens de l'idéologie laïque, moderniste, étatiste et centralisatrice de Mustapha Kemal, que l'on peut, toujours approximativement, regrouper dans la catégorie des représentants de l' « Etat profond ».

Le thème de l'élaboration d'une constitution civile, annoncé dès la victoire de l'AKP en 2007, constitue un autre exemple de friction entre le gouvernement et les militaires. La constitution actuelle a en effet été écrite par les militaires en 1982, après le violent coup d'Etat de septembre 1980. Elle a depuis lors été modifiée, notamment sous l'influence de l'Europe, mais la question d'une réécriture reste d'actualité. Lors des derniers débats parlementaires de novembre 2009 portant sur l' « ouverture démocratique » dans le cadre du règlement de la question kurde, le ministre de l'intérieur en a encore appelé à l'élaboration d'une nouvelle constitution, expurgée des dispositions permettant à l'armée de participer à la conduite des affaires politiques du pays [1].

La question kurde

La question kurde occupe également le devant de la scène politique turque. Pour les Turcs, il s'agit d'une question autrement plus importante que l'entrée dans l'UE. La Turquie est en effet un pays en guerre depuis la naissance du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en 1978, avec toutes les difficultés liées à une telle situation. Mais la question kurde est particulièrement problématique pour la Turquie car elle introduit une sorte de concurrence entre le gouvernement civil et l'armée, qui proposent des approches difficilement conciliables pour résoudre le conflit. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a entrepris une « ouverture démocratique », annoncée devant les députés le 13 novembre 2009, en mettant l'accent sur des mesures à caractère économique, social et culturel. L'armée en revanche, dont les opinions sont régulièrement relayées au Parlement par le parti d'opposition CHP (Parti républicain du peuple, « kémaliste »), prône une approche beaucoup plus dure en réduisant le conflit à sa dimension militaire. Il est vrai que le conflit kurde est l'un des derniers domaines où les militaires jouent un rôle important, les évolutions des dernières années ayant considérablement réduit leur périmètre d'intervention dans le domaine politique.

La dimension européenne, si elle a une influence dans le conflit (respect des minorités, place de l'armée dans la sphère politique) n'est pas centrale. En revanche, la perspective d'adhésion peut agir comme un catalyseur afin d'aider la Turquie à régler ce conflit au plus vite.

La question arménienne

Les relations entre la Turquie et l'Arménie, ainsi que la place des Turcs d'origine arménienne dans la République turque, sont également des questions qui doivent être prioritairement résolues. Les dernières évolutions permettent d'être optimiste. Entre les deux Etats, la « diplomatie du football » (les dirigeants de chaque pays ont assisté aux matchs opposants les deux pays à Erevan puis à Bursa) a rendu possible la signature d'un accord historique le 10 octobre 2009, devant conduire à la réouverture de la frontière et à l'établissement de relations diplomatiques.

Au niveau interne, la reconnaissance par l'Etat turc de la tragédie arménienne de 1915 est un sujet qui peut dorénavant être débattu sur la place publique. En décembre 2008, une pétition intitulée « Nous demandons pardon » [2] a été signée par plus de mille intellectuels turcs. Le texte, violemment critiqué par les milieux nationalistes, reconnaît la Grande catastrophe vécue par les Arméniens de l'empire ottoman en 1915. La question arménienne semble donc évoluer positivement, sans influence particulière de la perspective d'adhésion. Il reste pourtant que l'adhésion ne sera possible qu'une fois les problèmes historiques et actuels réglés (question du Haut-Karabakh, plateau situé en Azerbaïdjan, pays « frère de la Turquie », mais occupé par l'armée arménienne).

La perspective d'adhésion de la Turquie à l'UE doit donc demeurer une perspective crédible. En Europe,

cela est nécessaire car la Turquie représente un projet d'avenir capable de redonner du sens à la construction européenne. En Turquie, cela est indispensable pour que le pays puisse faire face aux nombreux défis en matière de modernisation et de démocratisation.

Raphaël Métais

[Article original du Taurillon](#)

Sources

Source : Le taurillon, le 22.12.09